

Interview d'Alain Tehindrazanarivelo **« Nous sommes un pouvoir belliqueux »**

Les Nouvelles – 03/09/11

Le président national du « Ezaka nasionaly iarahana » (Enina) et de la « Nouvelle alliance pour le changement démocratique » (NACD), membre du CST, ancien vice-premier ministre et ministre de la Santé de la HAT, le professeur Alain Tehindrazanarivelo fait part de sa profonde inquiétude par rapport à la situation qui prévaut actuellement dans le pays. Evoquant la conduite des affaires nationales de l'heure, il y voit la gestion d'un pouvoir « *belliqueux* » dans plusieurs domaines.

Quels sont les problèmes qui selon vous minent actuellement la vie de la nation ?

Mon premier constat est que les rumeurs sont légion depuis ces derniers temps. Rien qu'à propos du décès de la ministre Nadine Ramaroson à qui je rends hommage pour tout ce qu'elle a fait pour ce pays et particulièrement en faveur des personnes défavorisées de toutes les régions, au lieu de se recueillir dans une pieuse pensée, certaines personnes ne manquent pas de culot pour faire courir toutes sortes de médisances sans réel fondement ni véracité. C'est vraiment déplorable et ça ouvre la voie à des polémiques stériles. Il faudrait que les uns et les autres réfléchissent pour faire cesser toutes ces rumeurs et élucubrations.

Ces rumeurs comme vous l'insinuez ont-elles rapport à d'autres situations ?

Bien évidemment ! Par exemple à propos de l'insécurité qui tend à gagner du terrain un peu partout. On parle de meurtres ici ou là, de jets de grenades par ci ou par là et j'en passe. Tout cela est réel mais on a parfois tendance à trop exagérer les faits. Le pire est qu'il y a aussi de pures inventions et imaginations qui sont colportées par des esprits malintentionnés et cela n'est guère rassurant pour l'ensemble de la population qui vit dans une crainte continuelle. Voilà pourquoi j'insiste sur la nécessité de faire taire toutes ces rumeurs malveillantes.

Sur un tout autre plan concernant la sortie de crise, peut-on vraiment se passer de la Sadc pour la signature attendue de la feuille de route ?

Je dois dire que la situation est vraiment complexe actuellement. A mon avis, il faudrait d'abord se pencher sur la question de l'amnistie et sur les solutions à tous les autres problèmes du pays avant de procéder à la signature de la feuille de route.

Je voudrais rappeler qu'en 2009, avant l'accession d'Andry Rajoelina à la tête de la Transition, il y avait des gens comme Pety Rakotoniaina, Jean-Eugène Voninahitsy, Tantely Andrianarivo, Pierrot Rajaonarivelo et d'autres qui figuraient parmi les personnalités dites « détenus et exilés politiques ». Ces gens là ont aussi œuvré, chacun de son côté, pour la chute du pouvoir de Marc Ravalomanana. Il ne faut pas oublier qu'ils ont tous été condamnés et aspirent certainement à recouvrer tous leurs droits civiques et politiques. Rien ne dit que tous ces gens qui sont également tous des chefs politiques vont adhérer à cette signature de la feuille de route... sans savoir exactement le sort qui leur est réservé.

Je pense que le pouvoir de Transition auquel je fais partie en tant que membre du CST, devrait manifester au moins un geste d'apaisement car tous ces détenus et exilés politiques n'attendent que d'être fixés sur leur sort respectif.

Cela étant, je trouve que nous sommes un pouvoir « belliqueux ». Nous voulons faire signer une feuille de route qui, si je ne me trompe pas, n'est pas avalisée par le groupe international de contact ni par la communauté internationale non plus. Car, déjà la feuille de route qui a été proposée par le secrétaire exécutif de la Sadc ne serait pas valide selon l'Union africaine et la Troïka. Cela n'équivaut-il pas à une provocation ? Je me demande surtout si en ignorant la Sadc, nous avons d'autres garanties internationales dont celles de l'Europe et des Etats-Unis pour procéder à cette signature de la feuille de route et à sa mise en œuvre ? Si c'est le cas, tant mieux, car il faut savoir que la communauté internationale est toujours intraitable à l'encontre des pays qui la provoquent. Il n'y a qu'à se référer à ce qui se passe actuellement dans les pays arabes. Personne n'ignore la force et la puissance des anciens présidents égyptien, tunisien et libyen, mais où sont-ils maintenant...

Pourquoi alors rester dans ce pouvoir belliqueux comme vous le dites ?

Je regrette mais c'est ce que je constate. Presque partout, il y a des événements qui nous mettent en conflit avec les autres et surtout entre nous-mêmes. Au niveau du Parlement, on nous fait voter des lois mais certaines de celles-ci ne semblent pas convenir à l'exécutif. C'est la raison de ces va-et-vient incessants entre le Congrès et le Conseil supérieur de la Transition. Mais qui trouve intérêt dans de tels conflits ? Il n'y a pas que cela : regardons ce qui se passe avec les opérateurs dont certains sont traités comme de vulgaires voyous, les forces armées où l'on procède à des arrestations d'officiers généraux et supérieurs sans aucun respect de la procédure, les fonctionnaires dont notamment les agents des Douanes et surtout avec la population à travers ce qui s'est passé récemment dans les régions Sava et Vatovavy-Fitovinany. Et je ne parle pas des politiques qui ont été emprisonnés pour des raisons parfois inexplicables. Tout cela est caractéristique de notre gestion des affaires nationales. Mais comment y remédier ? Je pense qu'il n'y a que la tolérance comme solution et mettre un terme à l'arrogance et à toutes les provocations. Je ne prétends pas être un donneur de leçon mais en réfléchissant à tout cela, je ne cesse de m'interroger sur les moyens de solutionner tous ces problèmes.

Quelles solutions pourriez-vous proposer ?

Je crois qu'il faut d'abord commencer par l'écoute. Ecouter les aspirations des uns et des autres pour mieux réfléchir sur la décision qu'on va prendre.

Recueillis par Miadana Andriamaro

Source : <http://www.les-nouvelles.com/spip.php?article3238>